

Résumer en 120 mots environ, dans la langue obligatoire choisie, le texte suivant. Un écart de 10% en plus ou en moins sera toléré, mais le nombre de mots utilisés devra être très précisément indiqué à la fin du résumé. Votre travail doit comporter un titre comptabilisé dans le nombre de mots.

Le gouvernement par les « people »

Les politiques sont-ils des « people » comme les autres ? L'intérêt des magazines et des rubriques d'indiscrétions pour les hommes et les femmes qui exercent ou aspirent à exercer le pouvoir a-t-il un effet sur la compétition politique ?

Entre photos volées et images soigneusement suggérées et préparées, la starisation des politiques semble progresser à mesure que régressent les débats de fond. La demande de transparence sert en partie d'excuse à l'exploitation d'une curiosité qu'ont toujours inspirée les riches et les puissants. L'exemple américain est invoqué comme modèle ou comme repoussoir. Aux États-Unis, le président est presque en permanence sous les feux des médias. Ceux-ci exigent de savoir à tout moment où il est, qui il rencontre, ce qu'il fait. Le fondement allégué pour justifier cette exigence est le principe démocratique. Parce qu'il est élu, parce qu'il est investi d'un pouvoir sans égal sur ses concitoyens, le président des États-Unis est tenu d'exercer ses responsabilités en pleine lumière.

Le terrain conquis par l'information au détriment du secret derrière lequel s'abritent les détenteurs du pouvoir n'est jamais garanti. En outre, la surveillance exercée sur celui qui tient entre ses mains les destinées du pays se réclame du principe démocratique mais elle s'accompagne de nombreux dérapages relevant du pur et simple voyeurisme. Il reste qu'un président américain est tenu de fournir à ses électeurs, en réponse aux questions des journaux, radios et télévisions, davantage d'informations et d'explications qu'un président français.

Le registre « people » se revendique du droit à l'information, mais il permet souvent de le contrer ou de s'y soustraire. Comme les vedettes du show-business — cinéma, chanson, télévision, sport —, les hommes et les femmes politiques jouent du spectacle. Comme elles, ils se plaignent des intrusions des paparazzi, mais, quand cela les arrange, ils offrent aux photographes l'exclusivité de leur vie conjugale ou familiale, l'intimité de leur résidence principale ou secondaire. Certes, il n'est pas juste de parler en termes aussi généraux ; tous les responsables politiques ne se comportent pas ainsi, loin de là, de même que nombre d'acteurs, de chanteurs, de présentateurs de télévision et de sportifs n'usent pas de leur vie privée comme d'un argument de vente. Mais beaucoup le font, et certains politiques qui se disent traqués ou maltraités seraient plus convaincants s'ils n'avaient pas sollicité eux-mêmes, en d'autres temps, l'attention des magazines ou des pages « people ».

Du côté des médias comme de celui des politiques, l'exploitation de la curiosité pour la vie personnelle des puissants relève d'une sorte de communication parallèle. Elle se déploie hors du cadre de l'information institutionnelle, des campagnes électorales ou des procédures des partis. D'un côté, elle brouille la relation démocratique entre citoyens et élus, en y introduisant des éléments qui appartiennent plutôt à la société de cour et à la fascination que l'aristocratie peut exercer sur tous ceux qui n'en sont pas. D'un autre côté, elle peut permettre l'expression de sentiments qui contribuent à la formation de l'opinion publique, même si cette dignité ne leur est pas toujours reconnue. La popularité de certains politiques se nourrit aussi des signes de connivence qu'ils envoient au « peuple » en participant à des émissions de divertissement, en apparaissant ailleurs que dans les rubriques politiques des journaux, en témoignant de leur proximité avec les gens ordinaires.

Ce populisme, comme on l'appelle aux États-Unis, repose sur des mécanismes d'identification ambigus, voire trompeurs, mais dont il faut bien admettre qu'ils font partie du jeu démocratique.

Patrick Jarreau, *Le Monde*,

1^{er} octobre 2005.